

Enseignement

MANIFESTATIONS RÉGIONALES POUR PLUS DE SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION, PLUS D'ÉCOLE ET PLUS DE PERSONNELS

«De la maternelle à l'université, plus de service public, plus d'école, plus de personnels» proclamait la banderole intersyndicale CGT, FSU, SNETAA-EIL, Sud Éducation, Sud Étudiant et UNEF arborée en tête des manifestations arrageoise et lilloise organisées mardi dernier dans le cadre de la journée nationale d'actions dans l'Éducation.

A ces trois «plus» les manifestants associaient toute une série de revendications qui avaient pour point commun de s'opposer aux multiples «moins» portés par les réformes gouvernementales.

Près de 640 suppressions de postes programmées dans l'académie

Moins de postes - 639 suppressions de postes programmées dans l'académie pour la rentrée 2009 - , suppressions qui se déclinent établissement par établissement par des «charettes» et des fermetures de classes comme par exemple au lycée Robespierre d'Arras. «Le rectorat bloque le nombre d'entrée à certains élèves de seconde explique Karine Galand, professeur de SVT. Au final cela se traduit par des suppressions de cinq postes alors que certains élèves auraient pu rentrer au lycée. Une logique de quotas nous est imposée. Le rectorat fixe un chiffre par rapport au nombre d'élèves attendus en seconde et supprime une classe. Au lycée Robespierre, ce sont moins de classes de seconde et plus d'élèves par classe de seconde.»

Rased et maternelles en ligne de mire

Moins de personnels dans les écoles maternelles avec comme perspective une volonté de destruction de cette école au profit des «jardins d'éveil». Moins de personnels aussi en Réseaux d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficulté (RASED) - suppressions de postes considérés comme «vacants» à hauteur de 57 postes dans le département et de 193 dans l'académie de Lille. «Nous sommes mobilisés contre la suppression massive de poste en RASED et les dites «sédentarisation» explique Laurence, personnel RASED, dans le cortège arrageois. Le gouvernement profite de la

vacance de plusieurs postes, ces postes n'étant pas pourvus, pour programmer leur suppression pure et simple à la rentrée 2009. Cela rendra nos antennes complètement dépourvues de personnels pour venir en aide aux élèves en difficulté. J'ai le sentiment d'une grosse régression.»

Moins de formation pour les futurs enseignants et dégradation des conditions de travail des enseignants-chercheurs

Moins de formation pour les futurs enseignants avec la mastérisation des concours de recrutement et des difficultés accrues pour les étudiants avec la suppression des stages rémunérés explique Loïc en master à l'université d'Arras. Une dégradation aussi des conditions de travail des enseignants-chercheurs à l'université. «Nous sommes principalement mobilisés contre deux réformes précise Anne Besson, professeur de littérature comparée à l'UFR lettre et art de l'université d'Artois, celle du statut des enseignants-chercheurs et celle qui prévoit une modification de la formation des enseignants et du concours des enseignants de la maternelle au secondaire. Qu'est-ce que cela signifie pour les étudiants ? Cela est présenté comme une revalorisation de leur formation. En fait, c'est l'inverse. Cela se traduit concrètement par moins de formation disciplinaire, moins de contenu de savoir et surtout, par moins de formation pratique, le stage rémunéré sur le terrain étant supprimé. Les réformes en cours sont une conséquence de la réforme de la LRU sur l'«autonomie» des universités et du plus grand pouvoir accordé aux présidents d'université. Tout cela semble former une politique qui est assez cohérente et qui est fortement idéologique. Elle vise à casser le service public d'enseignement en touchant au recrutement des futurs enseignants et en multipliant les possibilités d'avoir recours à des vacataires.»



Une entreprise de casse sans précédent organisée par le gouvernement

Le caractère multiforme de la mobilisation du monde de l'Éducation nationale témoigne d'un véritable



ras-le-bol. «Tout le monde a conscience, de la maternelle à l'université, qu'il y a une entreprise de casse sans précédent qui est organisée par le gouvernement contre l'Éducation nationale et contre la possibilité pour tous les

élèves, quelles que soient leur origine sociale, d'avoir accès à la réussite scolaire et universitaire» résume Catherine Piecuch de la FSU.

Jérôme Skalski

MOBILISATION JEUDI POUR LE MAINTIEN DES POSTES ET L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL DANS TOUS LES ÉTABLISSEMENTS

Le SNUipp-FSU, principal syndicat des enseignants des écoles, a appelé mardi à manifester avec les universitaires et les étudiants jeudi, en demandant le report de la réforme de la formation des enseignants et l'ouverture de négociations à ce sujet.

LE SNUipp juge «méprisants» les propos tenus par Xavier Darcos sur l'actuelle formation des enseignants, ajoutant que le ministre de l'Éducation a «perdu son sang-froid».

Il précise que le temps de formation des futurs professeurs des écoles se divise à 40% en stages devant classe et 60% en cours à l'IUFM (Institut universitaire de formation des maîtres).

Les manifestations de jeudi

avaient pour objectifs le retrait de la réforme du statut des enseignants-chercheurs, le retrait de celle de la formation des enseignants, le rétablissement des postes supprimés et le refus du démantèlement des grands organismes de recherche.

Dans un autre communiqué, le Snes-FSU (collèges et lycées) a aussi critiqué les propos «inacceptables» de Xavier Darcos et demandé un report de sa réforme

de 2010 à 2011. Il souhaite «une réelle formation initiale au cours de l'année de stage, après la réussite au concours», ce qui «exclut un service à temps complet dès la première année d'exercice» du métier.

Et il liste des «points de blocage» dans la réforme, dont «l'utilisation des étudiants en master comme moyen d'enseignement (...) avant leur recrutement par la réussite aux concours».

UN COUP DE MASSUE

En écho aux manifestations qui se sont déroulées mardi à Arras, Lille, Cambrai et Dunkerque, un rassemblement a été organisé devant le lycée Picasso d'Avion, rassemblement suivi d'une manifestation. Témoignage de Sonia Beramdram, enseignante au lycée professionnel.

«**A**u lycée nous avons commencé à avoir ce que l'on appelle les «dotations», c'est-à-dire les heures qui induisent des suppressions ou des créations de postes. C'est un coup de massue. Lycée et lycée professionnel confondus ce sont 10 postes supprimés pour la rentrée 2009. Mardi, dans le cadre de l'appel à la grève académique, une centaine de personnes, des parents de la FCPE, des enseignants répondant à l'appel du SNEF et de la FERC-CGT en particulier, des collègues d'Henri

Darras de Liévin, du lycée Béhal de Lens se sont rassemblés. Une prise de parole a eu lieu devant le lycée. Ensuite, nous avons défilé dans Avion et organisé une AG dans les locaux de la mairie. Des actions ont été décidées pour les prochains jours. Nous ne pouvons pas nous laisser taper sur la tête sans rien faire. Nous avons décidé de nous associer au primaire et de rassembler tous les mécontentements et aussi de continuer d'informer les parents sur les réformes en cours et sur leurs conséquences pour leurs enfants.»